

Unité départementale de l'Aisne
10 rue de Mayenne
Cité administrative
02200 Soissons

Soissons, le 23/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETS D RICHET

10 rue de Marle
02250 Tavaux-Et-Pontsericourt

Références : RIC26-152_Rinsp
Code AIOT : 0005105900

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/03/2026 dans l'établissement ETS D RICHET implanté 8 RUE DE MARLE 02250 Tavaux-et-Pontsericourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS D RICHET
- 8 RUE DE MARLE 02250 Tavaux-et-Pontsericourt
- Code AIOT : 0005105900
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'établissement RICHET assure des activités de conditionnement d'eau de Javel à différentes

concentrations en vue de la vente notamment au grand public.

L'eau de Javel arrivant sur site à concentration élevée est diluée en fonction de la concentration souhaitée puis conditionnée en petits contenants.

Le site assure également la production de pastilles de Javel.

Le site est classé à autorisation Seveso seuil bas au titre de la rubrique 4510.

Par arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 15/07/2025, l'activité du site a été suspendue.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Evacuation des déchets résultant de l'accident	AP de Mesures d'Urgence du 15/07/2025, article 2.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Surveillance du site	Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.512-73	/	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Evacuation des matières combustibles	AP de Mesures d'Urgence du 15/07/2025, article 2.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Cessation d'activité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant confirme que l'activité du site ne sera pas maintenue, il doit engager la procédure de cessation d'activité.

Dans cette perspective, le site a été vidé de toute matière représentant potentiellement un danger. L'arrêté préfectoral de mesures d'urgence sera levé une fois la procédure de cessation d'activité engagée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Evacuation des déchets résultant de l'accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 15/07/2025, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 31/07/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 14/08/2025
Prescription contrôlée : <p>Dès notification de l'arrêté, l'exploitant est tenu sous 3 jours d'évacuer les déchets résultant de l'accident du 2 juillet 2025, et de justifier de leur élimination dans les filières agréées.</p>
Constats : <p><u>Constat au 31/07/2025</u></p> <p>L'arrêté préfectoral de mesures d'urgence a été signé le 15/07/2025 et notifié par mail le jour même à l'exploitant. Toutefois, celui-ci n'ayant pas activé l'accusé de réception sollicité, cet acte lui a été remis en mains propres le 24 juillet 2025 par les forces de l'ordre de Charente au siège de son site de Mansle-les-Fontaines.</p> <p>La visite d'inspection a débuté par une visite des installations durant laquelle l'inspection a pu constater que l'évacuation des différents stockages de matières premières, de produits finis et de déchets s'organise et est en cours.</p> <p>Concernant les déchets résultant de l'accident du 2 juillet dernier, ceux-ci sont entreposés à l'intérieur du bâtiment 1 (eaux d'extinction incendie avec émulseur, cailloux souillés, déchets de pastille de javel, boues chlorées et Trichloro), sur une zone délimitée par de la rubalise. L'exploitant indique qu'ils représentent 18 tonnes au total. Par mail du 25/07/2025 adressé à l'inspection, l'exploitant a transmis la fiche d'identification préalable pour chacun de ces déchets.</p> <p>Selon l'exploitant, leur évacuation est programmée par le prestataire METOSTOCK le jeudi 7 août lequel procédera également à l'évacuation des déchets entreposés dans le bâtiment 3.(3 tonnes).</p>

Par mail du 01/08/2025 envoyé à l'inspection, l'exploitant a transmis le mail du prestataire METOSTOCK indiquant que l'enlèvement des déchets pouvait se faire le 7 août 2025 et souhaitant une confirmation de l'exploitant sur la date proposée.

Bien que le délai fixé à l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence soit échu, leur évacuation étant préparée et programmée, l'inspection ne propose pas, à ce stade, de suite sur ce point.

Demande n°1 :

L'exploitant justifiera de l'enlèvement effectif des déchets le 7 août prochain. Il joindra à son envoi les éléments permettant de justifier de leur élimination dans des filières agréées. Le cas échéant, des sanctions administratives et pénales seront proposées à l'encontre de l'exploitant.

Constat au 24/03/2026

Par mail du 07/08/2025, l'exploitant a transmis le bon d'enlèvement établi par METOSTOCK référencé BEA0060172 du 07/08/2025 concernant l'évacuation des déchets issus de l'accident à savoir :

- 5 big-bags de cailloux souillés pour 7940 kg
- 2 IBC d'émulseur pour 1698 kg
- 2 IBX + 1 big-bag de résidus boueux chlorés pour 1369 kg
- 6 big-bags de pastilles de chlore pour 5550 kg
- 3 big-bags de trichloro pour 1930 kg

soit un total de 18487 kg selon la déclaration d'expédition des marchandises dangereuses transportées par METOSTOCK qui en est également le destinataire. (80210 FEUQUIERES EN VIMEU)

Sur trackdéchets pour la période du 01/08/2025 au 13/03/2026, 17,66 Tonnes de déchets sortants pour ce site :

- 15,04 T de déchets d'origine minérales contenant des substances dangereuses code 16 03 03*
- 2,62 T de déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses code 16 10 01*

Lors de la visite, l'exploitant ne disposait pas des BSD liés à ces enlèvements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°1 :

L'exploitant transmettra à l'inspection une copie des BSD traçant l'enlèvement et le devenir des déchets issus de l'incendie dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Evacuation des matières combustibles

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 15/07/2025, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Evacuation
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 31/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 28/08/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant est tenu d'évacuer l'ensemble des matières combustibles de son site (déchets, matières premières combustibles, produits finis solides, emballages plastiques), dans des filières appropriées, sous 15 jours à compter de la signature du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Constat au 31/07/2025</u></p> <p>La visite d'inspection a débuté par une visite des installations durant laquelle l'inspection a pu constater que l'évacuation des différents stockages de matières premières, de produits finis et de déchets s'organise et est en cours.</p> <p>L'exploitant n'a pas été en capacité de présenter un état des stocks à date de l'inspection, il explique être mobilisé sur la gestion des évacuations attendues mais il estime qu'il reste de l'ordre de 5% de matières combustibles par rapport au stockage observé lors de la visite du 3 juillet dernier.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence de :</p> <p><u>Bâtiment 1 :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - 15 tonnes de produits finis d'eau de javel à 9.6% - 15 tonnes (10-15) palettes de bouchons plastiques et bidons vides - 2 palettes de colorant pour les bidons - dans la mezzanine (gauche/entrée du bâtiment) : environ 20 palettes de cartons - 18 tonnes de déchets sur zone balisée (pastilles, cailloux et boues souillés et eaux d'extinction) - la cuve C7 avec 20 tonnes d'eau de javel à 2.6% - 15 palettes de bouchons, cartons et pots vides

- dans la zone de production, l'équivalent de 3 palettes de cartons et une extrudeuse remplie depolyéthylène en pastille

A noter que la mezzanine de droite par rapport à l'entrée du bâtiment est vide.

Bâtiment 2 :

- 50 tonnes de matières premières pour la production de pastilles

Bâtiment 3 :

- 3 tonnes de déchets (pastilles)

- la cuve C5 avec 8 tonnes d'eau de javel à 2.6%

- 15 palettes depolyéthylène, films plastiques, bouchons et cartons

Concernant le bâtiment 4 :

- environ 25 palettes de cartons

- 3 palettes de bidons vides

Cour :

- une remorque de camion pleine de cartons / bidons (pas de chiffres précis)

- entre 150 et 200 palettes de bidons vides

- environ 200 palettes vides

L'exploitant explique que de nombreuses palettes de matières combustibles seront évacuées le vendredi 1er août ou le lundi 4 août et annonce que l'ensemble des matières combustibles devrait être évacué pour le vendredi 8 août prochain. (Prévision confirmée dans son mail du 01/08/2025 envoyé à l'inspection)

Selon l'exploitant, l'enlèvement des 50 tonnes de matières premières pour la fabrication des pastilles est programmé semaines 33/34. (Prévision confirmée dans son mail du 01/08/2025 envoyé à l'inspection)

Bien que le délai fixé à l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence soit échu, compte-tenu de l'enlèvement effectif de matières combustibles et de la programmation de l'évacuation des matières combustibles restantes, l'inspection ne propose pas, à ce stade, de suite sur ce point.

Demande n°2 :

L'exploitant doit justifier auprès de madame la préfète de l'enlèvement du site de toutes les matières combustibles au 8 août 2025 au plus tard à l'exception des 50 tonnes de matières premières du bâtiment 2 pour lesquelles il devra justifier de leur évacuation fin de semaine 34 au plus tard. Le cas échéant, des sanctions administratives et pénales seront proposées à l'encontre de l'exploitant.

Constat au 24/03/2026

Par mail du 07/08/2025, l'exploitant a transmis à l'inspection :

- un BL RICHET daté du 07/08/2025 pour expédition de 7000kg de matières premières pour la fabrication de pastilles de chlore vers GEWERBEGEBIET NORD en Allemagne.

- une lettre de voiture unique « Union Routière Européenne » du 06/08/2025 pour évacuation de palettes d'emballage pas de quantité et pas signée du destinataire. Le BL Richet associé est transmis mais pas précis et pas signé indique évacuation vers Environnement Services à HAUTMONT (59)

- une lettre de voiture unique « Union Routière Européenne » du 07/08/2025 pour évacuation de palettes d'emballage similaire à la lettre de voiture détaillée ci-dessus

Par mail du 21/08/2025 adressé à l'inspection, il a transmis un BL RICHET daté du 14/08/2025 pour expédition de 23000kg de matières premières pour la fabrication de pastilles de chlore vers GEWERBEGEBIET NORD en Allemagne.

Par mail du 26/08/2025, l'exploitant confirme qu'il reste des palettes et bidons dans le fond de la cour et que les bidons seront évacués la semaine suivante

Par mail du 06/10/2025, il a communiqué 2 BL RICHET du 03/09/2025 pour transfert de 2 x 594 palettes vides chez M Fabre à Tavaux (33 piles de 18 palettes)

Des photographies de la cour au 16/09/2025 transmises par l'exploitant montrent qu'il reste dans la cour des palettes vides empilées et des palettes de bidons vides.

Situation du site, le jour de la visite :

Dans le bâtiment 1, ont été regroupés le matériel et les machines, la majorité étant vouée à être ferrillée. Les cuves sont vides. Il reste également 6 tonnes de déchets dangereux (bidons et tonneaux remplis autres que les déchets de l'incendie). Selon l'exploitant, ces déchets vont être enlevés par METOSTOCK courant de la semaine suivante.

Le bâtiment 2 est vide (où était stockée la matière première pour la fabrication des pastilles de javel)

Dans le bâtiment 3, il reste deux machines. La cuve est vide.

Dans le bâtiment 4, sont stationnés les deux véhicules de la société

Dans la cour, il reste une grosse cuve vide posée à même le sol ainsi que quelques bouteilles de gaz encore utilisées pour alimenter le chariot de transport lors des opérations d'enlèvement.

Par mail du 10/04/2026 adressé à l'inspection, l'exploitant a transmis les 8 bordereaux de suivi de déchets dangereux relatifs à l'enlèvement des derniers déchets dangereux entreposés dans le bâtiment 1 :

- BSD n°20260324 9WWTQ3BES pour 1,18 T de boues contenant des hydrocarbures code déchets 16 07 08*
- BSD n°20260324 TKX9JXSWM pour 3,26 T d'eaux contenant des hydrocarbures code déchets 16 07 08*
- BSD n°20200330 ENBN1TEYZ pour 0,95 T d'emballages souillés code déchets 15 02 02*
- BSD n°20260330 HG9ROX403 pour 2,13 T de matières premières périmées code déchets 16 05 08*
- BSD n°20260330 N3TBANENK pour 1,49 T de solvant non chloré code déchets 08 01 11*
- BSD n°20260330 4FJN24HR7 pour 0,34 T de liquide de refroidissement code déchets 16 01 14*
- BSD n°20260330 RQAMB617W pour 0,76 T d'acide chlorhydrique code déchets 11 01 05*
- BSD n°20260330 06Z36MQ8A pour 1,19 T d'émulseurs code déchets 16 10 01*

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Surveillance du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 09/12/2015, article R.512-73

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance

Prescription contrôlée :

Lorsqu'une installation a fait l'objet d'une mesure de suppression, de fermeture ou de suspension, l'exploitant est tenu de prendre toutes dispositions nécessaires pour la surveillance de l'installation, la conservation des stocks, l'enlèvement des matières dangereuses, périssables ou gênantes ainsi que des animaux se trouvant dans l'installation.

A défaut pour l'exploitant de prendre les dispositions nécessaires, il pourra être fait application des procédures prévues à l'article L. 514-1.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du 31/07/2025, l'exploitant expliquait que la surveillance du site serait assurée pour le mois d'août du lundi au vendredi de 9h à 17h par la présence a minima d'un salarié. Il ne savait pas ce qui serait mis en place dès septembre.

Il était tenu d'indiquer à madame la préfète pour le 31 août 2025 au plus tard les mesures mises en œuvre pour assurer la surveillance du site à compter du 1^{er} septembre.

Rien n'a été transmis à l'administration sur ce sujet.

Le jour de la visite, l'exploitant explique qu'il n'a mis en place aucune surveillance du site depuis le licenciement de son personnel en octobre novembre 2025.

Le site étant clôturé, les bâtiments étant tous fermés à clés et n'abritant plus de matières dangereuses et combustibles, l'inspection considère que la mise en place d'une surveillance n'est pas requise.

Il doit, toutefois, prendre toutes les dispositions pour s'assurer que le site reste inaccessible.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°2 :

L'exploitant doit transmettre à madame la préfète dans un délai de 15 jours, les mesures qu'il met en place pour s'assurer que le site reste inaccessible.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R.512-39-1

Thème(s) : Risques accidentels, Cessation d'activité

Prescription contrôlée :

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues

permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

Constats :

Par mail du 06/10/2025 adressé à l'Inspection, l'exploitant l'informe que l'activité du site RICHER ne sera pas maintenue.

Par mail du 09/10/2025, l'Inspection invitait l'exploitant à engager la procédure de cessation d'activité conformément à l'article R512-39-1 du code de l'environnement.

Le jour de la visite, l'exploitant confirme que l'activité ne reprendra pas sur le site mais indique vouloir entreprendre la procédure de cessation d'activité, une fois les derniers déchets dangereux évacués.

Bien que l'activité du site soit toujours officiellement suspendue, l'inspection rappelle qu'en cas de cessation d'activité, la date d'arrêt définitif des installations doit être notifiée à madame la préfète 3 mois avant celle-ci.

Il doit également prendre l'attache d'une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine pour l'accompagner dans la procédure de cessation et notamment la production des ATTES-SECUR, ATTES-MEMOIRE et ATTES-TRAVAUX.

L'ATTES-SECUR est le document qui permet d'attester que les mesures de mise en sécurité du site ont bien été mises en œuvre.

Une fois réalisée, l'ATTES-SECUR doit être transmise à la préfecture.

Puis, au maximum 6 mois après la cessation définitive, l'exploitant doit transmettre à madame la préfète un « mémoire de réhabilitation » qui

comporte notamment un diagnostic du site, les objectifs de réhabilitation du site, les mesures de gestion envisagées par l'exploitant concernant les sols, les eaux souterraines et l'éventuel traitement de pollutions, et les travaux devant être réalisés.

L'ATTES-MÉMOIRE accompagne obligatoirement le mémoire de réhabilitation.

Et enfin, une fois réalisés, l'ATTES-TRAVAUX permet d'attester que les travaux sont conformes à ce qui était prévu dans le mémoire de réhabilitation.

L'ATTES-TRAVAUX doit être obligatoirement communiquée à la préfecture, au maire (ou au président de l'établissement de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme) et enfin au propriétaire du terrain.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n°3 :

L'exploitant est invité à engager la procédure de cessation d'activité en commençant par notifier à madame la préfète la date de mise à l'arrêt définitif de ses installations. Ce courrier permettra de lever l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence intégrant la suspension de l'activité du site.

Type de suites proposées : Sans suite